

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 25/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IMERYS ALUMINATES**

Usine de Fos sur Mer  
BP 20 001  
13270 Fos-Sur-Mer

Références : D-2026-0137  
Code AIOT : 0006401040

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement IMERYS ALUMINATES implanté Usine de Fos sur Mer BP 20001 13270 Fos-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 17/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle menée en septembre 2025 sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur par l'Inspection des Installations Classées et concerne la gestion du risque légionelle associé à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables à ce type d'installations et de rappeler aux industriels les enjeux sanitaires liés à leur exploitation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IMERYS ALUMINATES
- Usine de Fos sur Mer BP 20001 13270 Fos-sur-Mer
- Code AIOT : 0006401040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Imerys est l'un des plus grands producteurs mondiaux de liants d'aluminate de calcium. Les liants d'aluminate de calcium sont issus de la réaction à haute température entre la chaux extraite du calcaire et l'alumine contenue dans la bauxite. Après refroidissement, on obtient un minéral dur appelé clinker, qui est broyé en une poudre fine pour devenir un liant d'aluminate de calcium. Ce produit joue un rôle indispensable dans les secteurs de la construction et de la rénovation. Sa prise rapide, ses hautes performances et sa résistance aux conditions extrêmes sont exploitées dans de nombreux ouvrages, depuis nos monuments, musées et pistes d'atterrissage jusqu'à nos barrages hydrauliques, réseaux d'assainissement et réfractaires.

Le site Imerys de Fos-sur-Mer s'étend sur 52 hectares et emploie plus de 100 hommes et femmes.

#### Contexte de l'inspection :

- Opération Régionale sur le risque légionellose

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose
- Inspection généraliste produits chimiques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Autre du 17/07/2025, article Néant	Sans objet
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	Sans objet
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Sans objet
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-3 e)	Sans objet
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)	Sans objet
6	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)	Sans objet
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant met en œuvre l'ensemble des prescriptions réglementaires contrôlées dans le cadre de l'opération régionale 2025 sur la gestion du risque légionelles.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Informations générales du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 17/07/2025, article Néant
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Informations générales de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  La situation administrative de l'installation relevant de la rubrique 2921
<b>Constats :</b>

En séance, l'exploitant à confirmer à l'IIC les informations suivantes :

- Contact(s) administratif(s) : Davide BELLICINI (Directeur) - david.bellicini@imerys.com, Lisa MALCOTTI (QHSE) - lisa.malcotti@imerys.com ;
- Les coordonnées XY de l'établissement (Lambert 93) : X 859491 Y 6260836 ;
- La présence d'une seule TAR de 13 955 kW datant de 2005 ;
- Son classement ICPE au titre de la rubrique 2921-1a.

Mr BELLICINI a déclaré à l'IIC qu'il allait prochainement changer de poste au sein de l'entreprise mais s'assurera de la bonne transmission des mails à son remplaçant le temps de mettre à jour le contact administratif sur notre base de données GunENV. Mme MALCOTTI continuera quant à elle de remplir ses fonctions de Responsable Procédés, Qualités, Environnement.

La puissance de la TAR déclarée sur GIDAF (11 965 kW) diffère de celle enregistrée sur GunENV (13 955 kW selon APC 21/01/2022).

En séance, l'exploitant a bien confirmé que la puissance de sa TAR était de 13 955 kW.  
De retour au bureau, l'IIC a procédé à la mise à jour de GIDAF (le 24 juillet 2025).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Implantation, aménagement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Règles d'implantation

**Prescription contrôlée :**

- a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. [...] ;
- b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.

**Constats :**

Durant la visite de site, l'IIC a pu constater que l'emplacement de la TAR respectait bien les préconisations définies à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 ainsi que la distance minimale de 8 m de toute ouverture sur un local occupé (voir photo ci-dessous).



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques

**Prescription contrôlée :**

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

[...]

- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...]

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. [...]

[...]

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et à minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, [...]

**Constats :**

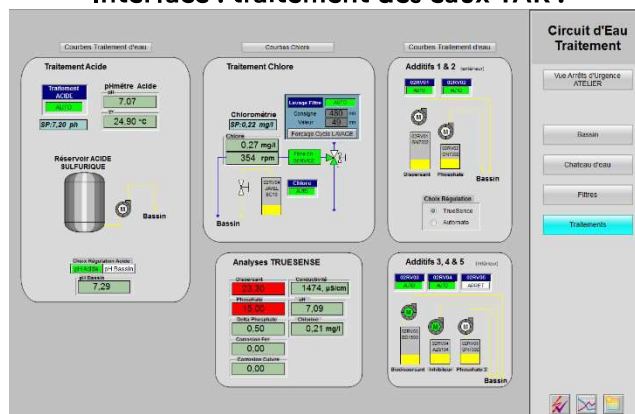
En séance, l'exploitant a présenté à l'IIC la dernière version de son AMR datant du 10 janvier 2025.

C'est Mme MALCOTTI qui se charge de mettre à jour l'AMR tous les ans.

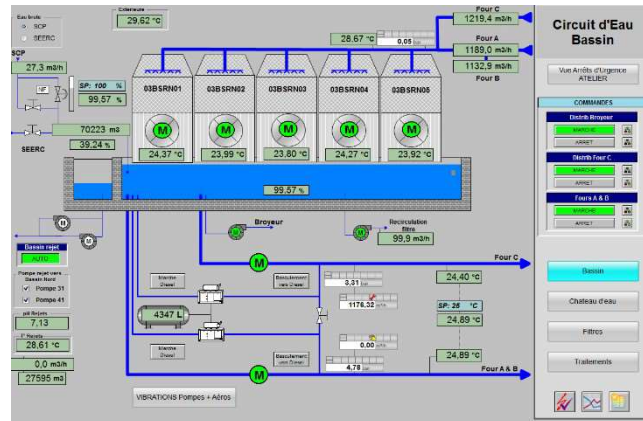
Le traitement des eaux de la TAR est sous-traité à VEOLIA qui se charge également de réaliser les prélèvements mensuels de légionelles et de les envoyer en analyse chez EUROFINS.

Par ailleurs, durant la visite de site, l'exploitant a présenté à l'IIC le pilotage automatique de la TAR depuis la salle de contrôle. L'automate du site est également piloté à distance par VEOLIA qui se charge d'ajuster, en cas de besoin, les produits biocides destinés au traitement des eaux de la TAR. Ce pilotage en temps réel permet d'agir rapidement en cas de dépassement des seuils de légionelles ( $10^3$  ou  $10^5$  UFC/L) ou en cas d'alerte sur tout autres paramètres (pH, température, dureté de l'eau, ...).

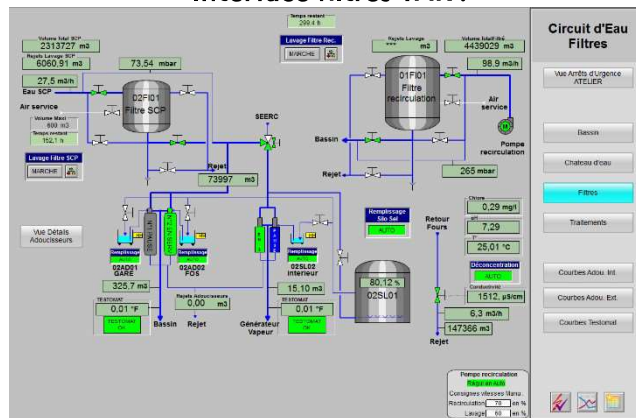
**Interface : traitement des eaux TAR :**



### Interface bassin TAR :



### Interface filtres TAR :



**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Surveillance de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-3 e)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC

**Prescription contrôlée :**

Les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.

**Constats :**

Les résultats d'analyse légionelles sont bien transmis par l'exploitant tous les mois sur GIDAF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles ( $10^5$  UFC/L)

**Prescription contrôlée :**

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".

<p>[...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respectée ;</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;</p> <p>d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...] ;</p> <p>e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...]. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...] [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant a déclaré à l'IIC n'avoir jamais mesuré de dépassement de légionelles &gt; 10<sup>5</sup> UFC/L dans les eaux de sa TAR. En amont de l'inspection, l'IIC n'a pas constaté de résultats d'analyse de légionelles &gt; 10<sup>5</sup> UFC/L sur GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10<sup>3</sup> UFC/L)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Cas de dépassement ponctuel :</p> <p>[...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> [...].</p> <p>b) Cas de dépassements multiples consécutifs :</p>

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...]

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives [...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.  
[...]

#### **Constats :**

En amont de la visite d'inspection, l'IIC a constaté, via GIDAF, que l'exploitant avait déclaré, en juin 2025, un dépassement du seuil de légionelles > 10<sup>3</sup> UFC/L.

Cette information a été confirmée en séance par l'exploitant.

Sur demande de l'IIC, l'exploitant a expliqué la procédure de gestion du risque légionelle qu'il a mis en place pour remettre en conformité son installation.

L'exploitant a présenté à l'IIC le compte-rendu de l'évènement datant du 17/07/2025 qui a permis de revenir à un seuil en légionelles < 10<sup>3</sup> UFC/L :

L'exploitant a reçu une alerte par mail d'EUROFINS sur un prélèvement à la TAR en date du 11/06/2025 (dossier 25V029530) résultats du 20/06/2025.

Ce compte-rendu a été transmis à l'IIC le jour de l'inspection. Les délais d'intervention et d'analyse sont conformes à la prescription décrite à l'article 26 II 2) de l'AM du 14/12/2013.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 7 : Produits Chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Produits Chimiques

#### **Prescription contrôlée :**

L'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :

- a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; [...]
- d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;
- e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités



métriques ; [...]

h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ; [...]

l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;

[...]

Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

#### **Constats :**

Le traitement des eaux est en partie sous-traitée à l'entreprise Veolia et piloté par le service électrique du site.

Durant la visite de site, l'IIC a pris en photos les produits biocides pour le traitement des eaux de la TAR.

Les produits biocides utilisés sont :

- **SPECTRUS BD1500** : Biodispersant JAVEL 13% : biocide oxydant ;
- **SPECTRUS NX1102** : biocide non-oxydant (procédures légionelle et arrêt/redémarrage).

Les étiquettes des produits biocides sont conformes aux indications réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suites